

Communiqué de presse

Paris, le 25 juillet

Cadre financier pluriannuel 2028-2034 : L'Europe ne se fera pas sans les Villes !

Le 16 juillet, la Commission européenne a présenté ses [propositions pour le cadre financier pluriannuel \(CFP\) 2028-2034](#). France urbaine exprime une forte inquiétude : les territoires urbains sont les grands oubliés, alors qu'ils sont en première ligne pour mettre en œuvre les grands objectifs européens et les politiques européennes.

La recentralisation via les plans de partenariat nationaux et régionaux pour les 27 Etats membres, inspirée du plan de relance post-Covid, risquerait de fragiliser les principes fondateurs de la politique de cohésion européenne : subsidiarité, partenariat et additionnalité. **Le fait urbain reste trop peu présent dans les textes publiés**, alors même que les grandes villes, agglomérations et métropoles, qui concentrent près de 50% de la population française, deux tiers des émissions de gaz à effet de serre et deux tiers des personnes en situation de précarité, portent la réalité des transitions et assument un rôle majeur en matière soutien et d'accroissement de la compétitivité dans les territoires.

Les grandes villes, agglomérations et métropoles sont des acteurs stratégiques de la transition écologique, sociale et économique. Elles concentrent 50% des investissements publics civils du pays, accompagnent les plus vulnérables, soutiennent l'innovation et la formation, restructurent les filières et coopèrent avec les territoires périurbains et ruraux.

Alors que **l'Union européenne affirme de nouvelles priorités en matière de compétitivité et de défense**, les territoires urbains en assureront la traduction concrète : infrastructures, accueil d'activités stratégiques, montée en compétences... Cela implique des investissements lourds au niveau local, alors même que les collectivités sont déjà fortement sollicitées pour l'effort national de redressement budgétaire.

France urbaine appelle par conséquent à des garanties claires dans le CFP 2028-2034 :

- Le maintien d'une enveloppe dédiée pour le développement urbain durable, renforcée à 15 % (applicable au niveau régional) ;
- La liberté pour les grandes villes, agglomérations et métropoles de choisir leurs priorités d'intervention et l'outil de territorialisation adéquat ;
- Une simplification réelle, dans le respect des principes de la politique de cohésion ;
- Une véritable planification de long terme pour sécuriser les investissements publics durables.

Les Villes doivent également avoir un **accès renforcé aux programmes sectoriels en gestion directe** (Horizon Europe, Erasmus+, le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe ou encore Agora EU), ainsi que le Fonds pour la compétitivité.

France urbaine appelle en outre à avoir rapidement en France un dialogue de haut niveau entre l'Etat, les Régions et les collectivités locales. Sans les Villes, l'Europe ne pourra pas concrétiser ses ambitions. Leur faire confiance et les associer étroitement, c'est assurer que chaque euro investi aura un réel impact.

Contact presse : service-communication@franceurbaine.org